



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/7
10 octobre 2014

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR
LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT
QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE
NAGOYA SUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES
GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET ÉQUITABLE
DES AVANTAGES DÉCOULANT DE LEUR
UTILISATION

Première réunion

Pyeongchang, République de Corée, 13-17 octobre 2014

Point 10 de l'ordre du jour provisoire *

PROCÉDURES ET MÉCANISMES INSTITUTIONNELS DE COOPÉRATION PROPRES À ENCOURAGER LE RESPECT DES DISPOSITIONS DU PROTOCOLE DE NAGOYA ET À TRAITER LES CAS DE NON-RESPECT

Note du Secrétaire exécutif

INTRODUCTION

1. L'article 30 du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation dispose que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole examine et approuve, à sa première réunion, des procédures et des mécanismes institutionnels de coopération propres à encourager le respect des dispositions du Protocole et à traiter les cas de non-respect.

2. Conformément à son plan de travail (point 4, section A de l'annexe de la décision X/1), le Comité intergouvernemental du Protocole de Nagoya a examiné cette question à sa première réunion qui s'est tenue à Montréal, du 5 au 10 juin 2011. Une réunion d'experts organisée en février 2012 a examiné et amélioré des projets d'éléments et de propositions concernant des procédures et des mécanismes au titre du Protocole. Les résultats de cette réunion d'experts ont été présentés à la deuxième réunion du Comité intergouvernemental, organisée à New Delhi du 2 au 6 juillet 2012, où ils ont été encore examinés et améliorés.

3. Le Comité intergouvernemental a poursuivi l'examen des procédures et des mécanismes institutionnels de coopération propres à encourager le respect des dispositions du Protocole et à traiter les cas de non-respect à sa troisième réunion, qui s'est tenue à Pyeongchang (République de Corée), du 24 au 28 février 2014. Il est convenu qu'il transmettrait le texte des procédures et des mécanismes à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya pour examen et approbation à sa première réunion (recommandation 3/6).

4. Le Comité intergouvernemental a fait rapport sur ses travaux à la douzième réunion de la Conférence des Parties (CdP), qui est convenue d'établir un groupe de contact afin de poursuivre les discussions sur les procédures et les mécanismes propres à encourager le respect des dispositions du Protocole. Le groupe de contact s'est réuni lors de la première semaine de la douzième réunion de la

* UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/1.

Conférence des Parties et a avancé sur le projet de texte. Le projet de texte révisé des « Procédures et mécanismes institutionnels de coopération propres à encourager le respect des dispositions du Protocole et à traiter les cas de non-respect » est annexé au présent document et adressé à la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya pour examen approfondi et adoption.

5. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya souhaitera peut-être examiner et adopter le projet de procédures et de mécanismes relatifs au respect des dispositions du Protocole. L'adoption de ces procédures et mécanismes nécessitera peut-être également l'élection des membres d'un comité d'examen du respect des dispositions qui serait établi conformément à la section B du projet actuel de texte sur les procédures et les mécanismes relatifs au respect des dispositions du Protocole.

Annexe

**PROCÉDURES ET MÉCANISMES INSTITUTIONNELS DE COOPÉRATION PROPRES À
PROMOUVOIR LE RESPECT DES DISPOSITIONS DU PROTOCOLE DE NAGOYA ET À
TRAITER LES CAS DE NON-RESPECT**

Les procédures et mécanismes ci-dessous sont élaborés conformément à l'article 30 du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (le Protocole).

A. Objectifs, nature et principes fondamentaux

1. L'objectif des procédures et mécanismes de respect est de promouvoir le respect des *dispositions* du Protocole et de traiter les cas de non-respect. Ces procédures et mécanismes comprendront le cas échéant des dispositions visant à fournir des conseils ou un appui. Ils seront distincts et sans préjudice des procédures et mécanismes de règlement des différends établis par l'article 27 de la Convention sur la diversité biologique (la Convention).
2. Les procédures et mécanismes de respect seront de nature non-contradictoire, coopérative, simple, expéditive, consultative, facilitatrice, souple et économique.
3. Le fonctionnement des procédures et mécanismes de respect sera guidé par les principes d'équité, d'application régulière de la loi, de primauté du droit, de non-discrimination, de transparence, de responsabilité, de prévisibilité, de bonne foi et d'effectivité. Il accordera une attention particulière aux besoins spéciaux des Parties qui sont des pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, et les Parties à économie en transition, et il tiendra pleinement compte des difficultés qu'ils rencontrent pour mettre en œuvre le Protocole.

B. Mécanismes institutionnels

1. Un Comité chargé du respect des dispositions du Protocole, ci-après appelé « le Comité », est créé en vertu de l'article 30 du Protocole pour remplir les fonctions décrites ci-dessous.
2. Le Comité comprend 15 membres désignés par les Parties, à raison de trois membres proposés par chacun des cinq groupes régionaux des Nations Unies. [Les membres proposés pourraient inclure des représentants des communautés autochtones et locales]. [En plus [du] [des deux] représentant[s] des communautés autochtones et locales proposés par les [Parties], [x] agiront en qualité [d'observateurs] [de membres sans droit de vote] [de membres]. Les membres proposés sont élus par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole.*
3. Chaque groupe régional des Nations Unies désigne un suppléant, nommé par les Parties et élu par la CdP-RdP, pour remplacer un membre qui démissionne ou n'est pas en mesure d'achever son mandat.
4. Les membres du Comité ont des compétences reconnues, notamment une expertise technique, juridique ou scientifique, dans les domaines que couvre le Protocole, tels que les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles associées, et siégeront de manière objective dans les meilleurs intérêts du Protocole et à titre d'experts individuels.
5. Les membres sont élus par la CdP-RdP pour quatre ans, ceci constituant un mandat complet. À sa première réunion, la CdP-RdP élit cinq membres, un de chaque région, pour un demi-mandat, et dix membres, deux de chaque région, pour un mandat complet. Par la suite, la CdP-RdP élit chaque fois, pour un mandat complet, de nouveaux membres pour remplacer ceux dont le mandat a expiré. Les membres ne remplissent pas plus de deux mandats consécutifs.

* Des modifications corrélatives pourraient être nécessaires, selon l'approche adoptée au paragraphe 2.

6. Le Comité se réunit au moins une fois pendant chaque période intersessions et peut, au besoin et sous réserve des ressources financières disponibles, tenir des réunions additionnelles. Le choix des dates des réunions tient dûment compte des réunions prévues de la CdP-RdP et d'autres organes concernés du Protocole et du rapport coût-efficacité du calendrier. Le Comité devrait se réunir au moins trois mois avant les réunions de la CdP-RdP.

7. Le Comité élabore et soumet son règlement intérieur, y compris ses règles sur la confidentialité et les conflits d'intérêt, à la CdP-RdP pour examen et approbation.

8. Le Comité élit son président et un vice-président, à tour de rôle, parmi les cinq groupes régionaux de l'ONU.

9. Le quorum est constitué des deux tiers des membres du Comité.

9 bis. Le Comité [ne ménage aucun effort pour] aboutir[a] par consensus à un accord sur toutes les questions de fond. [Si tous les efforts déployés pour aboutir à un consensus ont échoué et si aucun accord n'a été conclu, toutes les décisions sont prises, en dernier recours, à la majorité des trois quarts des membres présents et ayant droit de vote ou par 8 membres, selon l'éventualité la plus élevée. Le rapport d'une réunion du Comité à laquelle il n'y a pas eu consensus tient compte des points de vue de tous les membres du Comité. Le rapport est rendu public après son adoption.

10. Les réunions du Comité sont ouvertes, à moins que le Comité n'en décide autrement. Lorsque le Comité traite des cas de Parties dont la conformité est à l'étude, ses réunions sont ouvertes aux Parties et fermées au public, à moins que la Partie concernée en décide autrement.

10 bis « La Partie concernée » signifie la Partie source de préoccupation en vertu de la section D.

11. Le Secrétariat offre ses services aux réunions du Comité et remplit toutes les autres fonctions qui lui seront confiées dans le cadre de ces procédures.

C. Fonctions du Comité

1. Le Comité a, pour promouvoir le respect des dispositions du Protocole et traiter les cas de non-respect, les fonctions suivantes et toute autre fonction que lui confie la CdP-RdP.

2. Dans l'exercice de ses fonctions, le Comité peut consulter les comités chargés du respect des dispositions des autres accords, afin de partager des expériences sur les questions de non-respect et les différents moyens de les régler.

3. Le Comité soumet ses rapports, y compris ses recommandations concernant l'exercice de ses fonctions, à la prochaine réunion de la CdP-RdP pour examen et suite appropriée à donner.

D. Procédures

1. Le Comité reçoit toute communication portant sur des questions de respect et de non-respect des dispositions du Protocole :

- a) De toute Partie en ce qui la concerne;
- b) De toute Partie à l'égard d'une autre Partie;
- c) De la CdP-RdP;

d) [Du Secrétariat [lorsqu'une Partie manque à l'obligation de remettre un rapport en vertu de l'article 29, si la question n'a pas été réglée dans les quatre-vingt-dix jours en consultant la Partie concernée [ou en se fondant sur l'information contenue dans les rapports nationaux ou le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages révélant que la Partie en question connaît des difficultés à respecter ses obligations en vertu du Protocole] [ou de l'information connexe fournie au Secrétariat par une communauté autochtone ou locale, portant sur les dispositions du Protocole de Nagoya touchant directement cette communauté autochtone ou locale, si le Secrétariat a informé la Partie et lui a donné la possibilité de répondre dans les x jours]] ;] ou

e) [Des communautés autochtones et locales [avec l'appui de la Partie sur le territoire national de laquelle elles résident] [sur les questions relatives au respect des dispositions du Protocole de Nagoya portant sur leurs lois coutumières, les protocoles et procédures communautaires, selon

qu'il convient, en ce qui concerne leurs connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques].]

2. Toutes les communications doivent être envoyées par écrit au Comité par l'entremise du Secrétariat et indiquer:

- a) L'objet;
- b) Les dispositions pertinentes du Protocole; et
- c) Les informations étayant l'objet.

3. Le Secrétariat transmet toutes les communications au Comité dans les 30 jours civils qui suivent leur réception, en application du paragraphe 1 a) ci-dessus.

4. Le Secrétariat transmet toute autre communication à la Partie concernée dans les 30 jours civils qui suivent sa réception, en application du paragraphe 1.

5. Lorsque la Partie concernée reçoit une communication, elle devrait y répondre et fournir des informations pertinentes dans les 60 jours civils suivant la réception de la communication, à moins que la Partie ne demande une prorogation de délai. Le président du Comité peut accorder cette prorogation pour une durée ne dépassant pas 90 jours civils.

6. Une fois que le Secrétariat a reçu une réponse et des informations de la Partie concernée ou d'une autre source, le Secrétariat transmet au Comité la communication, la réponse et ces informations. Au cas où le Secrétariat n'a pas reçu de réponse ou d'informations de la Partie concernée au cours de la période initiale ou de la prorogation du délai dont il est fait mention au paragraphe 6 ci-dessus, il transmet directement la communication au Comité.

7. Le Comité peut décider de ne pas examiner une communication préparée conformément au paragraphe 1 b) à 1 (...) ci-dessus, qui est de minimis ou manifestement mal fondée.

8. La Partie concernée [ainsi que la Partie [ou l'entité] ayant proposé la communication] peut participer à l'examen de la communication et présenter des réponses ou observations au Comité, mais ne peut pas participer à l'élaboration et à l'adoption de la recommandation du Comité. Le Comité met le projet de recommandation à la disposition [de la Partie concernée] [des Parties mentionnée], et lui donne la possibilité d'y répondre. [Toutes les commentaires doivent être pris en compte dans le [et/ou joints au] rapport du Comité.]

9. Outre les procédures prévues dans cette section, le Comité peut examiner les problèmes systémiques de non-respect dont il prend connaissance.

E. Informations fournies au Comité aux fins de consultation, après le déclenchement des procédures

1. Le Comité peut solliciter, accueillir et prendre en considération des informations en provenance de toutes les sources possibles, y compris les communautés autochtones et locales concernées. La fiabilité des informations doit être assurée.

2. Le Comité peut solliciter des avis d'experts indépendants, notamment l'avis d'un expert des communautés autochtones et locales lorsque celles-ci sont directement concernées.

3. Le Comité peut, à l'invitation de la Partie concernée, procéder à la collecte d'informations sur le territoire de cette Partie.

F. Mesures propres à promouvoir le respect et à traiter les cas de non-respect

1. Dans l'examen des mesures énoncées ci-dessous, le comité tient compte des éléments suivants :

- a) La capacité de la Partie concernée d'être en conformité;
- b) Les besoins particuliers des Parties qui sont des pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, et les Parties à économie en transition; et
- c) Des facteurs tels que la cause, le type, le degré et la fréquence du non-respect.

2. Le Comité peut, dans le but de favoriser la conformité et régler les cas de non-respect:
- a) Proposer des conseils ou faciliter l'appui à la Partie concernée, selon qu'il convient;
 - b) Demander à la Partie concernée de développer un plan d'action pour la conformité comprenant les étapes nécessaires, un échéancier convenu et des indicateurs visant à évaluer le caractère satisfaisant de la mise en œuvre, ou l'aider à le faire;
 - c) Inviter la Partie concernée à remettre des rapports périodiques sur les efforts qu'elle a déployés pour respecter ses obligations en vertu du Protocole;
2. (*bis*) La CdP-RdP peut aussi, sur recommandation du Comité et afin de promouvoir la conformité et régler les cas de non-respect :
- a) Prendre toute mesure précisée au paragraphe 2 a) à c) ci-dessus;
 - b) Faciliter [ou fournir], selon qu'il convient, l'accès à une assistance financière ou technique, au transfert de technologie, à des formations et autres mesures de renforcement des capacités;
 - c) Émettre, par écrit, un avertissement, un énoncé de préoccupation ou une déclaration de non-respect à la Partie concernée;
 - d) [Dans les cas de non-respect grave ou répété, décider des mesures appropriées, conformément au droit international];
 - e) [Suspendre, conformément aux règles applicables du droit international concernant la suspension du fonctionnement d'un traité, de droits et privilèges spécifiques.];
 - f) Décider de toute autre mesure, selon qu'il convient, conformément à l'article 26, paragraphe 4 du Protocole.

[F(bis). Ombudsman

Le Comité crée un bureau d'ombudsman de l'accès et du partage des avantages afin d'aider les pays en développement et les communautés autochtones et locales à repérer les cas de non-respect et à les soumettre au Comité.]

G. Examen des procédures et mécanismes

La CdP-RdP procède à l'évaluation de l'effectivité de ces procédures et mécanismes conformément à l'évaluation et à l'examen prévus dans l'article 31 du Protocole et prend les mesures appropriées.
